

Ce groupe est désigné d'ordinaire sous le nom des Îles Caraïbes. C'est un tout autre groupe que celui des îles fédérées, qui sont maintenant devenues des pays distincts. On n'a rien dit à la Chambre cet après-midi de l'assistance que le Canada accorde à cette région. Le député a signalé que cette aide était bien mince, que notre aide extérieure se faisait un peu trop rare dans le monde entier. C'est avec plaisir, disait-il, qu'il donnerait au ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) une brève liste des pays qui devraient recevoir notre aide. J'ai demandé cet après-midi à l'Agence canadienne de développement international les derniers chiffres établis, dès que j'ai su que je traiterais de ce sujet.

En 1969-1970, nous avons dépensé 5.25 millions de dollars à Trinidad et le même montant en Jamaïque; 4.5 millions en Guyane et 1.5 million dans les Barbades. Dans les îles Caraïbes, qui groupent 700,000 habitants, nous dépensons 6 millions de dollars, ce qui représente \$8 par habitant. Comment cela se compare-t-il à notre programme d'aide extérieure? Comparé à ce que nous faisons dans le cadre du plan Colombo en Afrique francophone ou dans les pays africains du Commonwealth, c'est certes bien peu, mais par habitant, c'est le programme de développement international le plus important du Canada à l'étranger. Ce n'est pas mal du tout, mais qu'allons-nous faire maintenant? Allons-nous lui donner plus d'ampleur ou y apporter des

restrictions? En 1966-1967, nous avons dépensé 13 millions de dollars dans la région des Antilles; en 1967-1968, le chiffre est passé à 17 millions; en 1968-1969, il est passé à 22 millions et, l'année suivante, à 24 millions. C'est dire qu'en cinq ans, nous avons presque doublé notre aide extérieure à cette région.

Mais ce n'est pas tout, monsieur l'Orateur. Nous avons acheté pour 10 millions de dollars d'actions à la nouvelle Banque de développement des Antilles et constitué un fonds spécial de 5 millions de dollars au sein du fonds spécial de cette banque pour promouvoir le développement industriel de la région des Antilles. L'histoire ne se termine pas là, car nos universités dans tout le pays, même l'Université de la Colombie-Britannique de l'autre côté du continent, apportent une aide considérable aux étudiants. Où va l'argent? Dans l'éducation et l'infrastructure de ces îles, surtout dans les îles Caraïbes—construction d'écoles, traitements des enseignants venus du Canada. Il sert à la construction d'aéroports et de pistes pour assurer à ces îles de meilleurs moyens de transport...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je regrette de devoir interrompre le député, mais l'heure réservée aux mesures d'initiative parlementaire est expirée.

(A 5 heures, la séance est levée d'office, en conformité du Règlement.)
